



Le travail frontalier : l'âge de la maturité

De nombreux actifs se déplacent loin de leur domicile pour aller travailler, dont certains hors de leur zone d'emploi voire des frontières nationales. Dans les zones frontalières, les navettes hors zones d'emploi sont amplifiées, particulièrement en Lorraine où l'économie luxembourgeoise exerce une puissante attractivité. Dans la région, le travail frontalier vers le Grand-Duché poursuit sa montée en charge et s'ancre dans l'économie lorraine.

Ainsi, les spécialisations sectorielles des frontaliers ne se figent pas mais s'adaptent aux évolutions économiques luxembourgeoises. Et signe de maturité, le phénomène frontalier étend son emprise à l'ensemble des classes d'âge, la primauté des jeunes actifs s'estompant quelque peu. Du fait de sa concentration spatiale, le travail frontalier, couplé à la dynamique de l'emploi local, détermine le devenir de la population active dans les territoires concernés.

Dans les économies industrialisées, les déplacements quotidiens que réalisent les actifs pour se rendre à leur travail constituent désormais un phénomène économique majeur aux implications multiples. En France en 2004, trois salariés sur quatre quittent leur commune de résidence pour se rendre à leur travail. Les localisations des individus et des emplois, qui obéissent à des contraintes et motivations propres, ne se polarisent pas exactement dans les mêmes espaces. De ce fait, certaines zones "envoient" une proportion importante de leurs actifs travailler à l'extérieur tandis que les autres les "reçoivent". Les premières sont généralement caractérisées par la dynamique de leur population active et les secondes par celle de l'emploi disponible. Par ailleurs, d'autres facteurs interviennent conjointement comme le degré d'urbanisation, le poids du chômage ou de façon plus localisée les effets frontaliers.

Un effet frontalier manifeste sur les sorties de zone d'emploi

Par définition, les actifs occupés travaillent majoritairement dans la zone d'emploi où ils résident. Toutefois les 348 zones d'emploi qui couvrent la France métropolitaine sont diversement ouvertes sur l'extérieur. En particulier, les plus fortes proportions d'actifs occupés qui franchissent les limites de leur zone d'emploi pour aller travailler semblent se concentrer dans deux types d'espace : les périphéries des gros pôles d'emploi et les bandes frontalières. Outre l'Île-de-France, ce phénomène d'attractivité d'une zone d'emploi centrale sur son environnement est visuellement manifeste à Lyon et à Toulon-Marseille, puis dans une moindre mesure à Bordeaux, Rouen et Amiens. Les taux de franchissement des zones d'emploi les plus élevés se polarisent également le long des

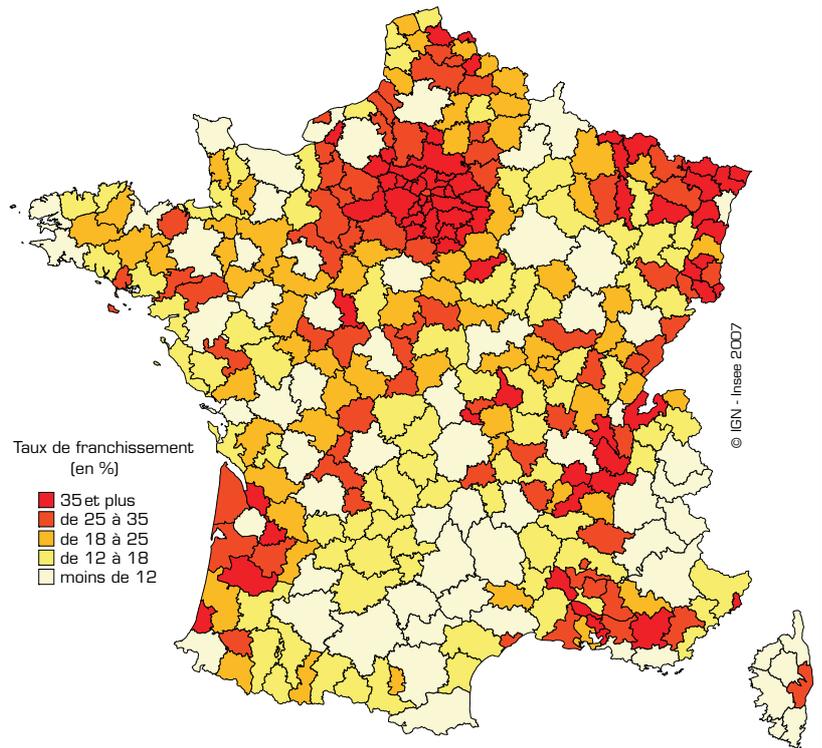


frontières nationales, le plus significativement en Lorraine et en Alsace et avec une moindre intensité en Franche-Comté et en Rhône-Alpes. Ainsi, plutôt que de se substituer à d'autres flux domicile-travail, les flux transfrontaliers semblent "s'ajouter" et obéissent à des incitations et déterminants spécifiques liés à la zone de contact et de proximité que constitue une frontière.

En fait, dans le cas des zones d'emploi lorraines, le phénomène frontalier ne joue pas isolément et vient se combiner avec les effets d'attractivité des zones d'emploi régionales entre elles. Ainsi, parmi les deux zones qui envoient plus d'un actif occupé sur deux travailler en dehors de leurs limites, Briey se distingue nettement de Longwy. Dans la première, les trois destinations majeures et relativement équilibrées des actifs occupés sont le Luxembourg, la zone de Thionville et celle de Metz. En revanche, la polarisation des déplacements domicile-travail des résidents de la zone de Longwy vers le Luxembourg est

Des frontières stimulent les déplacements domicile-travail

Taux de franchissement des zones d'emplois par les actifs occupés



Taux de franchissement (en %)

- 35 et plus
- de 25 à 35
- de 18 à 25
- de 12 à 18
- moins de 12

Source : Insee - DADS 2004

Les effets indéterminés des frontières

Le positionnement géographique de la Lorraine soulève la question fondamentale de la frontière et de ses effets spatiaux. Une distinction théorique traditionnelle révèle l'ambiguïté du rôle et des effets attendus d'une frontière, notamment quant aux flux économiques qui la traversent. La frontière peut être conçue alternativement comme une ligne de démarcation ou au contraire une zone de contact.

La frontière vue comme ligne de démarcation renvoie d'abord à la notion de limite entre deux espaces assujettis à des normes juridiques et fiscales différentes, permettant ainsi l'exercice d'une fonction de contrôle et de perception de droits. Dans cette conception, la frontière résulte fréquemment de préoccupations d'ordre national et la région de frontière est cantonnée dans un rôle d'espace périphérique. La frontière est alors plutôt à l'origine de distor-

sion entre les marchés et de pénalisation des échanges. Au contraire, la frontière zone de contact est incitative. Elle est à l'origine de la multiplication des échanges, grâce notamment à des avantages comparatifs, et induit davantage la notion d'espace transfrontalier. Cela ouvre la possibilité de mécanismes spécifiques de développement économique régional. Dans la réalité, les deux conceptions se juxtaposent et les effets de la frontière sur la région transfrontalière restent ouverts : globalement négatifs, à somme nulle ou bien au contraire favorables à son développement économique d'ensemble. La mise en place de politiques adéquates est une condition nécessaire pour assurer un bilan positif des effets frontières.

Par exemple, sur les marchés du travail et de l'emploi de la Grande Région, le haut niveau des salaires nets perçus par les salariés au Luxem-

bourg, notamment par rapport à la Lorraine, permet de drainer les ressources humaines des zones où elles sont abondantes vers le Grand-Duché où la croissance économique est exceptionnelle. Toutefois, quelques "dégâts collatéraux" peuvent être identifiés qu'il s'agisse de tensions sur la main d'œuvre dans la région de départ des frontaliers, de mise en concurrence difficile pour les salariés les plus fragiles du Luxembourg, ou plus globalement d'une gestion sous-optimale du système de formation des actifs.

Dans cet exemple, une politique d'emploi et de formation couvrant l'ensemble du bassin frontalier constitue vraisemblablement une voie permettant que les effets positifs de meilleure allocation des ressources l'emportent et annihilent les "dégâts collatéraux" engendrés.

marquée. Relativement moins forte à Thionville, cette attractivité joue toutefois sur une population active de plus grande taille, ce qui en fait la première zone d'emploi pourvoyeuse de travailleurs frontaliers. Quant à Sarreguemines et au Bassin Houiller, les flux s'orientent principalement vers les Länder allemands.

Le Luxembourg au centre des dynamiques de la Grande-Région

Dans l'espace économique de la Grande-Région, constitué de la Wallonie, du Luxembourg, de la

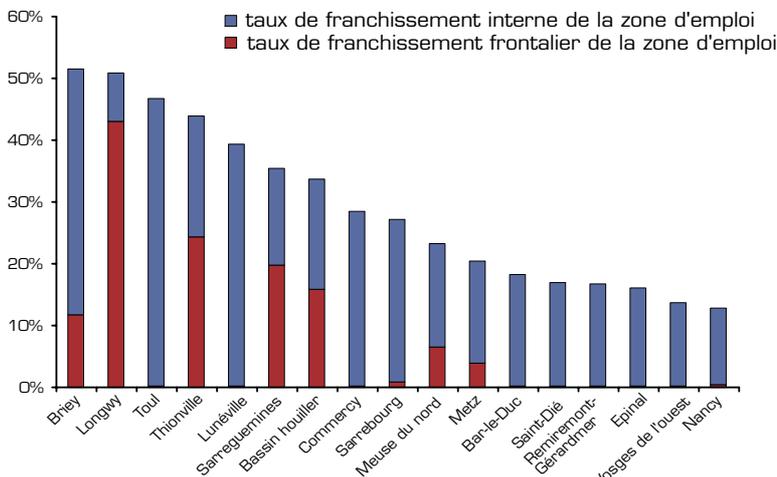
Rhénanie-Palatinat, de la Sarre et de la Lorraine, les flux frontaliers sont particulièrement intenses. Actuellement, près de 170 000 hommes et femmes y traversent une frontière nationale pour se rendre à leur travail, ce qui représente une proportion importante des 600 000 frontaliers dans l'ensemble de l'UE15. Dans la Grande Région, les flux frontaliers sont également caractérisés par une forte asymétrie : le Luxembourg est l'économie d'accueil dans sept cas sur dix alors qu'un nombre négligeable d'actifs luxembourgeois travaillent hors de leurs frontières. Du côté des

régions d'origine, la Lorraine est le plus gros pourvoyeur de main d'œuvre tant en effectifs absolus que relativement à la taille de sa population active. Le phénomène frontalier, et particulièrement luxembourgeois, est désormais massif et incontournable en Lorraine. En mars 2006, parmi les 87 000 résidents lorrains qui traversent chaque jour la frontière pour aller travailler à l'étranger, sept sur dix soit 60 000 frontaliers, se rendent au Luxembourg. Ce niveau important est la résultante d'une croissance rapide, particulièrement au cours des années 90. Quant aux autres régions d'accueil des frontaliers lorrains, les deux Länder allemands et la Wallonie, leur dynamique économique et leur attractivité sur la main d'œuvre plutôt stagné.

Accroissement des "parts de marché" des frontaliers lorrains

Entre 1999 et 2005, l'emploi salarié total au Luxembourg est passé de 230 800 à 287 300, ce qui représente une hausse de 25%. A titre de comparaison, l'emploi salarié sur le territoire lorrain n'a progressé que d'à peine 1% au cours de cette même période. Au Luxembourg, le secteur tertiaire a absorbé 90% des emplois supplémentaires.

Décomposition des navettes sortantes entre navettes internes au territoire national et navettes frontalières



Note de lecture :

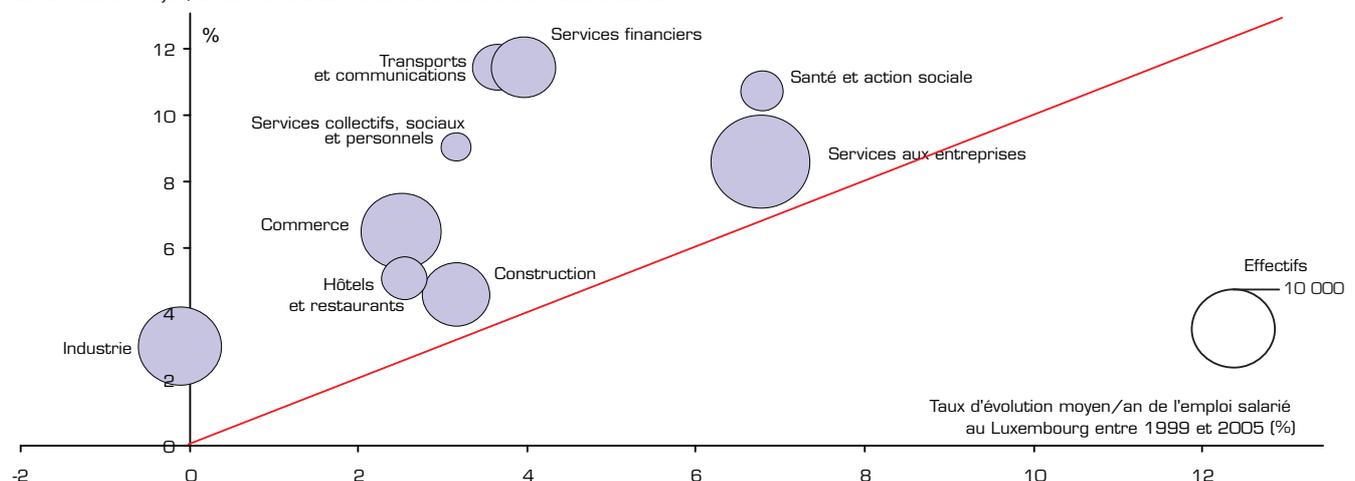
À longwy, plus d'un actif occupé sur deux franchit sa zone d'emploi pour aller travailler, dont l'essentiel en quittant le territoire national.

À Sarrebourg, un peu moins de trois actifs occupés sur dix quittent leur zone d'emploi pour aller travailler, essentiellement en Lorraine (ainsi qu'en Alsace).

Source : Insee - DADS 2004

L'augmentation des effectifs frontaliers lorrains plus rapide que l'économie luxembourgeoise

Taux d'évolution moyen/an du nombre de frontaliers lorrains entre 1999 et 2005



Champ : secteurs employant plus de 1000 frontaliers lorrains

Note de lecture : Cercles proportionnels aux effectifs des frontaliers lorrains dans l'emploi salarié luxembourgeois en 2005

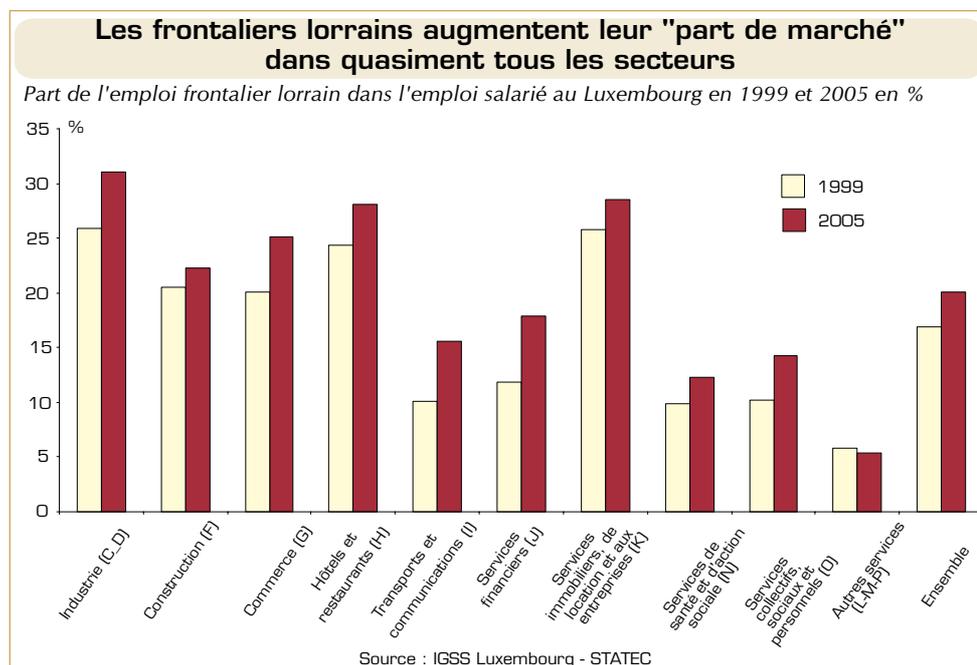
Source : STATEC - IGSS

res et la construction 10%. Le secteur financier constitue le secteur moteur dans l'économie luxembourgeoise et a entraîné d'autres activités dans son sillage, comme l'immobilier, la location et les services aux entreprises. Ces activités ont connu la plus forte progression du nombre d'emplois, +48% entre 1999 et 2005. De moindre taille, le secteur de la santé et de l'action sociale a été tout aussi dynamique en termes de création d'emplois. En revanche, les branches du commerce, de l'hôtellerie et de la restauration se sont si-

tuées en dessous de la performance moyenne, avec +16% d'emplois entre 1999 et 2005. Enfin, l'emploi salarié a très légèrement reculé dans l'industrie. Entre 1999 et 2005, parmi les 56 500 emplois supplémentaires au Luxembourg, un sur trois a bénéficié aux frontaliers lorrains. Les effectifs de ces derniers ont augmenté plus rapidement que l'ensemble de l'emploi luxembourgeois, et ce dans tous les secteurs, qu'ils soient en léger recul comme l'industrie ou dans une forte dynamique comme l'immobilier, la location et les services aux

entreprises. Dans l'industrie luxembourgeoise, qui a pourtant perdu globalement quelques centaines d'emplois au cours de la période, 1 600 frontaliers lorrains supplémentaires s'y sont employés du fait de l'essor de certaines branches industrielles comme les équipements électriques et électroniques. Dans les secteurs du commerce, de l'hôtellerie et la restauration, plus d'un emploi sur deux créé au Luxembourg entre 1999 et 2005 a profité aux frontaliers lorrains. Dans les secteurs du transport et de la communication, et des services financiers, ce sont environ quatre nouveaux emplois sur dix qui ont été obtenus par les frontaliers lorrains. Dans ces deux secteurs, leur effectif a quasiment doublé entre 1999 et 2005. Au sein des services de la santé et de l'action sociale, 1200 emplois, soit 17% de l'ensemble des créations, ont bénéficié aux frontaliers lorrains, principalement des femmes.

La capacité des frontaliers lorrains à occuper trois nouveaux emplois sur dix s'est traduite par un accroissement de leurs " parts de marché " dans quasiment tous les secteurs d'activité entre 1999 et 2005. Au nombre de 58 000, ils occupent un emploi salarié sur cinq dans l'économie



Un frontalier lorrain sur quatre dans les services aux entreprises

	Emploi salarié intérieur au Luxembourg		Frontaliers lorrains	
	1999	2005	1999	2005
Nombre de salariés	230 800	287 300	38 900	57 600
Secteur d'activité				
Immobilier, locations et services aux entreprises (K)	14,0	16,6	21,7	23,8
Industrie, y compris énergie (C_E)	14,8	11,8	22,0	17,6
Commerce, réparations automobile et d'articles domestiques (G)	14,0	13,1	16,9	16,5
Construction (F)	10,5	10,2	13,0	11,4
Activités financières (J)	11,7	11,9	8,3	10,7
Transports et communications (I)	7,8	7,7	4,7	6,0
Hôtels et restaurants (H)	4,2	4,0	6,2	5,6
Santé et action sociale (N)	6,3	7,5	3,8	4,6
Services collectifs, sociaux et personnels (O)	3,4	3,3	2,1	2,4
Administration publique (L)	5,7	5,8	0,5	0,4
Éducation (M)	4,9	5,0	0,2	0,3
Autres	2,9	3,2	0,5	0,6
Total	100	100	100	100

Source : IGSS, Statec

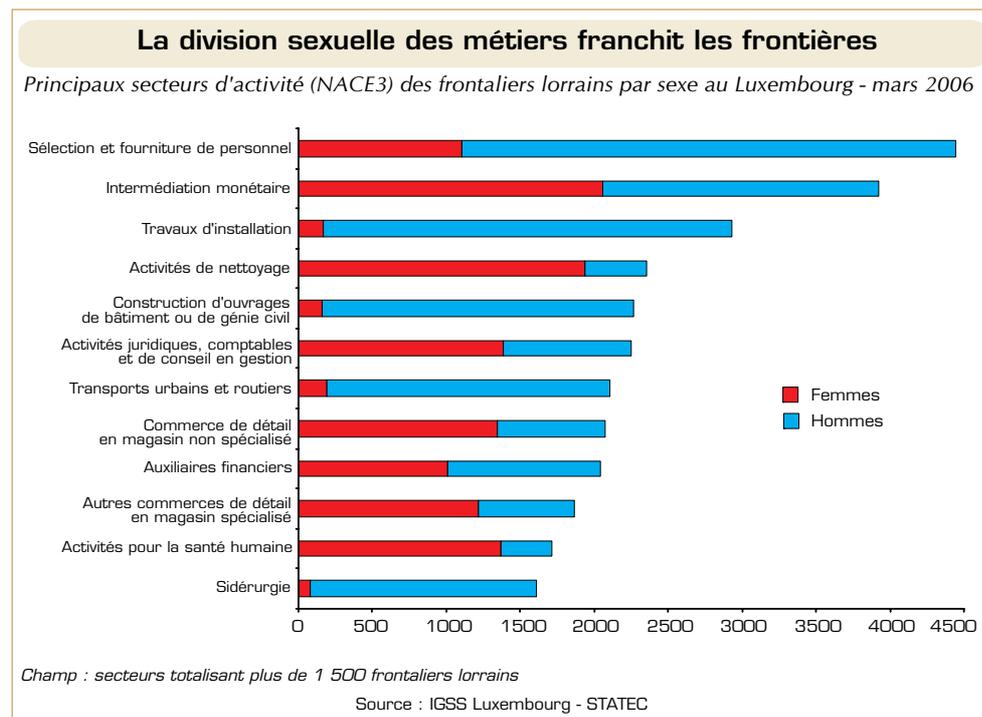
luxembourgeoise. Ce taux avoisine même les 30% dans les secteurs les plus "investis" par les frontaliers lorrains. Ainsi, en 2005, les salariés lorrains occupent 31% des emplois dans l'industrie au Luxembourg contre 26% en 1999. Des configurations voisines sont observables dans l'hôtellerie et la restauration ainsi que dans les services aux entreprises. Dans le commerce, en 2005, un emploi sur quatre est occupé par un Lorrain contre un sur cinq en 1999. Ces taux révèlent entre autres une dépendance marquée de ces secteurs à la main-d'œuvre lorraine. En revanche, certaines branches demeurent la spécialité des résidents, comme la santé et l'action sociale, dans laquelle les frontaliers lorrains ne représentent encore que 12% des effectifs totaux malgré une percée enregistrée au cours de la dernière période.

Le travail frontalier au diapason de l'économie luxembourgeoise

Même si le travail frontalier lorrain a conforté sa place dans tous les grands secteurs, y com-

pris les moins dynamiques, sa spécialisation s'est adaptée à l'évolution de l'activité économique luxembourgeoise. Ainsi, le secteur des services aux entreprises, à l'instar de l'économie du Grand-Duché, concentre encore un peu plus les travailleurs frontaliers lorrains. Ils sont désormais un sur quatre à y travailler, ce qui en constitue une spécialisation marquée. Ces emplois n'occupent

qu'un résident luxembourgeois et un frontalier allemand sur dix et un frontalier belge sur cinq. Toutefois, le secteur des services aux entreprises rassemble des emplois divers, comprenant aussi bien des activités juridiques, comptables et de conseil de gestion qui nécessitent le recours à des compétences spécialisées que des activités de nettoyage, de surveillance dont la



Davantage de seniors parmi les frontaliers lorrains

Secteurs	Tranches d'âge	Ensemble	Moins de 30 ans	30 à 49 ans	50 ans et plus	Ratio moins de 30 ans / 50 ans et plus
Industrie	1999	8 793	2 030	5 823	940	2,2
	2006	10 622	1 752	7 045	1 825	1,0
	évolution	18,2%	-13,7%	17,1%	94,1%	
Construction	1999	4 989	1 224	3 224	541	2,3
	2006	6 878	1 066	4 710	1 102	1,0
	évolution	31,9%	-12,9%	36,8%	103,7%	
Commerce et hôtellerie-restauration	1999	8 859	3 813	4 539	507	7,5
	2006	13 340	3 668	8 420	1 252	2,9
	évolution	46,5%	-3,8%	77,5%	146,9%	
Intermédiation financière	1999	3 186	1 492	1 616	78	19,1
	2006	6 436	2 153	3 983	300	7,2
	évolution	117,7%	44,3%	177,5%	284,6%	
Immobilier, location - services aux entreprises	1999	8 298	3 686	3 987	625	5,9
	2006	14 348	4 465	8 376	1 507	3,0
	évolution	76,4%	21,1%	117,3%	141,1%	
Ensemble	1999	38 911	13 880	21 933	3 098	4,5
	2006	60 277	14 891	38 263	7 123	2,1
	évolution	54,9%	7,3%	74,5%	129,9%	

Source : IGSS

main-d'œuvre est moins qualifiée. Le travail temporaire fait également partie de ces services.

Le secteur des services aux entreprises a repoussé l'industrie en deuxième place dans la hiérarchie des secteurs employeurs de frontaliers lorrains. La spécialisation industrielle de ces derniers s'est atténuée au fil du recul de ces activités dans l'ensemble de la Grande-Région : l'industrie luxembourgeoise n'abrite plus que 17,6% des frontaliers lorrains contre 22,0% en 1999. Quant au secteur financier, emblématique du modèle économique luxembourgeois, il bénéficie relativement le plus de l'apport supplémentaire de main d'œuvre lorraine. Ils sont désormais plus de 6 400 à s'employer dans les services financiers et représentent un frontalier sur dix. A ces mutations économiques structurelles, recul de l'industrie et développement des services aux entreprises et de l'intermédiation financière au Luxembourg, répondent des infléchissements de l'offre de travail des lorrains. Ainsi, les frontaliers de moins de 30 ans ont manifestement délaissé les activités de l'industrie et de la construction. Quant aux compétences nécessaires aux services financiers, elles n'ont pu être mobilisées qu'en recou-

rant à des actifs résidents plus éloignés, en provenance de la zone d'emploi de Metz.

Des embauches de frontaliers plus âgés

En revanche, la situation des femmes n'évolue guère. Leur part dans le travail frontalier vers le Luxembourg reste régulièrement inférieure à 40% et elles n'échappent pas à la traditionnelle division sexuelle des activités. Leur part dans l'industrie ne décolle pas, un poste sur six, tandis qu'elles reculent dans les activités de services, passant de 49% à 47% des effectifs.

Ceci explique que leur part stagne dans le travail frontalier en dépit d'une tertiarisation qui leur est traditionnellement favorable. Auparavant majoritaires dans l'intermédiation financière, elles sont désormais à parité avec les frontaliers masculins. Elles ont subi plus durement que leurs homologues, particulièrement les plus jeunes, le ralentissement de l'activité financière au Luxembourg entre 2003 et 2004.

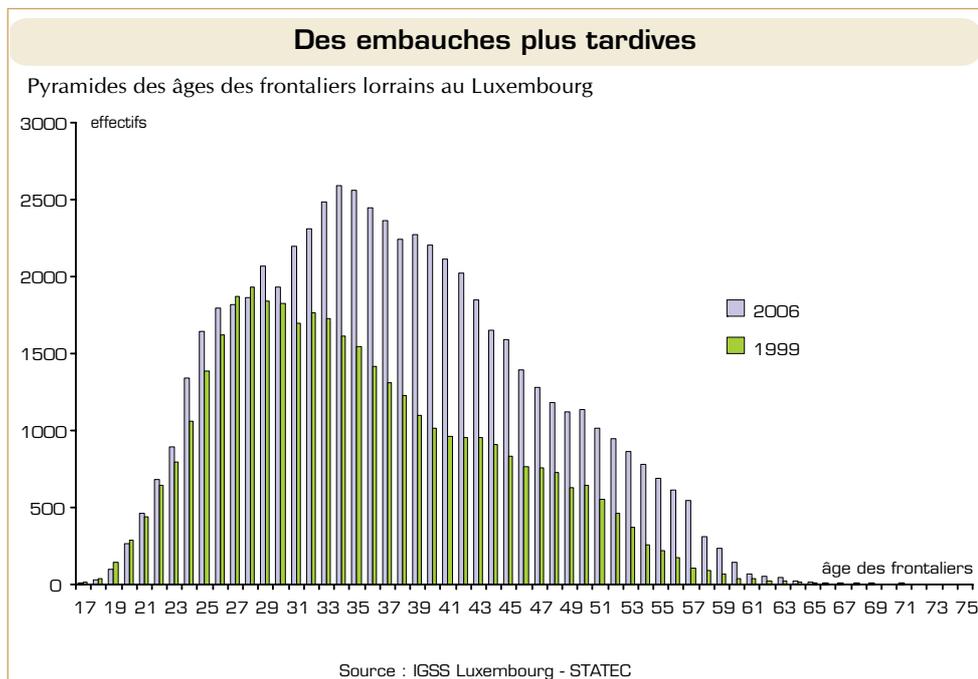
L'essor et le vieillissement des frontaliers lorrains s'entretiennent. D'une part, des carrières frontalières se dessinent et les salariés en poste vieillissent inéluctablement. D'autre part,

comme l'indique l'évolution des pyramides des âges entre 1999 et 2006, des nouveaux frontaliers sont embauchés plus tardivement au cours de leur vie professionnelle. Ce phénomène est manifeste dans l'intermédiation financière. Au contraire, les évolutions à l'œuvre dans l'industrie dessinent davantage un processus de vieillissement des salariés en place que l'alimentation continue par des flux de nouveaux frontaliers.

En 2006, plus de 7 000 frontaliers lorrains étaient âgés de 50 ans et plus. Désormais, leur effectif représente près de la moitié de ceux de moins de 30 ans, contre un cinquième en 1999. A titre de comparaison, ces deux tranches d'âge ont des effectifs voisins dans la population active occupée française. Ce processus d'équilibrage des générations s'opère dans l'ensemble des grandes branches. Dans l'industrie, la construction, et même le commerce et l'hôtellerie-restauration, un certain désintérêt des jeunes frontaliers lorrains semble s'exprimer. Leur effectif recule alors que ces secteurs emploient toujours plus de frontaliers lorrains tous âges confondus, sous l'effet du doublement, voire davantage, de l'effectif des seniors. En revanche, dans les autres services, les jeunes frontaliers progressent, mais un peu moins rapidement que les travailleurs les plus âgés aux effectifs initialement faibles. Quant aux frontaliers âgés de 30 à 49 ans, leur part s'accroît et s'approche des deux tiers.

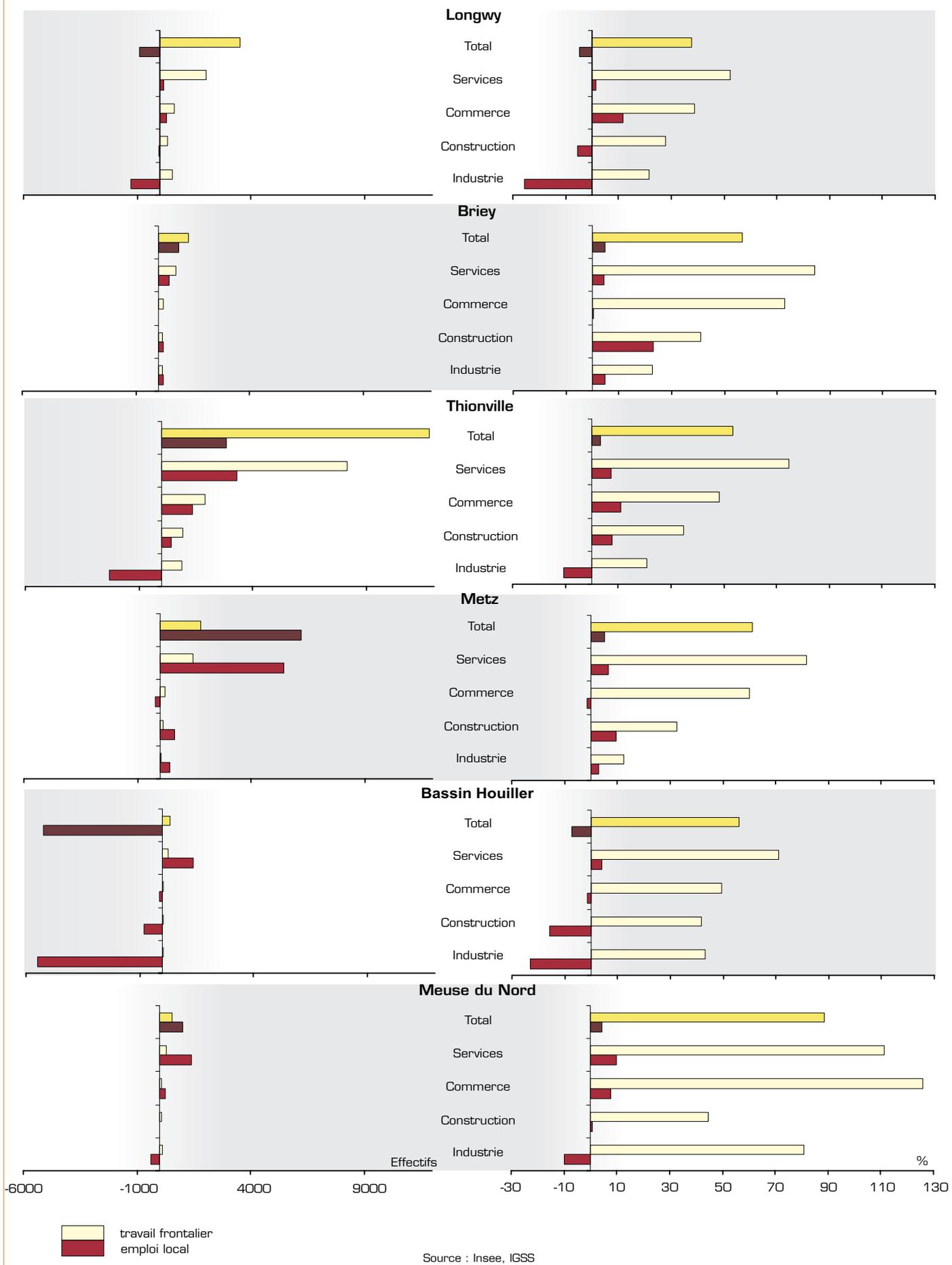
Le travail frontalier au secours de l'emploi local...

La concentration spatiale marquée des travailleurs frontaliers dans les zones de Longwy et Thionville, plus de neuf sur dix en 1990, s'est réduite au fil des années. Ce déserrément géographique a profité prioritairement aux zones d'emploi de Briey et de Metz.



Fortes contributions du travail frontalier

Évolution de l'emploi salarié et de l'emploi frontalier par zone d'emploi et par secteur d'activité entre 1999 et 2005



Source : Insee, IGSS

Rapporté à l'emploi local, le travail frontalier a pris de l'importance dans les principales zones d'emploi concernées par le phénomène. Le niveau de dépendance le plus élevé est atteint à Longwy où à 1 emploi local correspond 0,6 emploi frontalier. Ce taux s'élève à 0,33 et 0,16 à Thionville et Briey respectivement. Le travail frontalier et l'emploi local constituent l'ensemble des possibilités offertes aux actifs résidents pour pouvoir se fixer durablement dans les territoires.

Les progressions du travail frontalier contrastent avec les évolutions plus modestes de l'emploi local. Dans les zones "frontalières", définies comme celles où résident plus d'un millier de frontaliers (zones d'emploi de Thionville, Longwy, Metz, Briey, Meuse du Nord et Bassin Houiller), l'emploi local a progressé de 1,4% entre 1999 et 2005, soit près de 5 000 emplois supplémentaires, pour atteindre un effectif voisin de 345 000 fin 2005. Globalement, les 13 600 créations d'emplois dans le tertiaire ont compensé la perte de près de 9 000 emplois dans l'industrie de ces zones au cours de la période. Quant au travail frontalier, il a offert 4 fois plus d'opportunités que l'emploi local, avec 19 600 postes supplémentaires.

... tout particulièrement à Longwy

Si l'emploi lorrain a globalement stagné, des variations territoriales, quantitatives et structurelles, sont perceptibles. Dans les zones de Longwy et du Bassin-Houiller, l'emploi local a reculé, de -900 et -5 200 respectivement entre 1999 et 2005. Dans la première zone, le travail frontalier a constitué une opportunité essentielle.

Dans les zones de Thionville, Briey, Metz et Meuse-du-Nord, l'emploi local a progressé. À Thionville, il a augmenté de 3,3%, soit 2 800 emplois supplémentaires, comme résultante de créations nettes dans les ser-

vices, le commerce et la construction mais de 2 300 disparitions dans l'industrie. A Briey, l'emploi local a progressé de 900 unités, toutes les grandes branches ayant participé à la croissance. Dans ces deux zones, les évolutions des effectifs frontaliers vers le Luxembourg ont été encore plus favorables. En Meuse du Nord, la hausse globale de l'emploi local, +4,4%, soit 600 emplois supplémentaires, s'est opérée en dépit d'une perte des emplois industriels. Enfin, la zone d'emploi de Metz a enregistré la plus forte hausse de l'emploi local, +5,2% entre 1999 et 2005, avec la création de plus de 6 000 postes dont 87% dans les services. Dans ces deux zones, le développement du travail frontalier a joué un rôle secondaire.

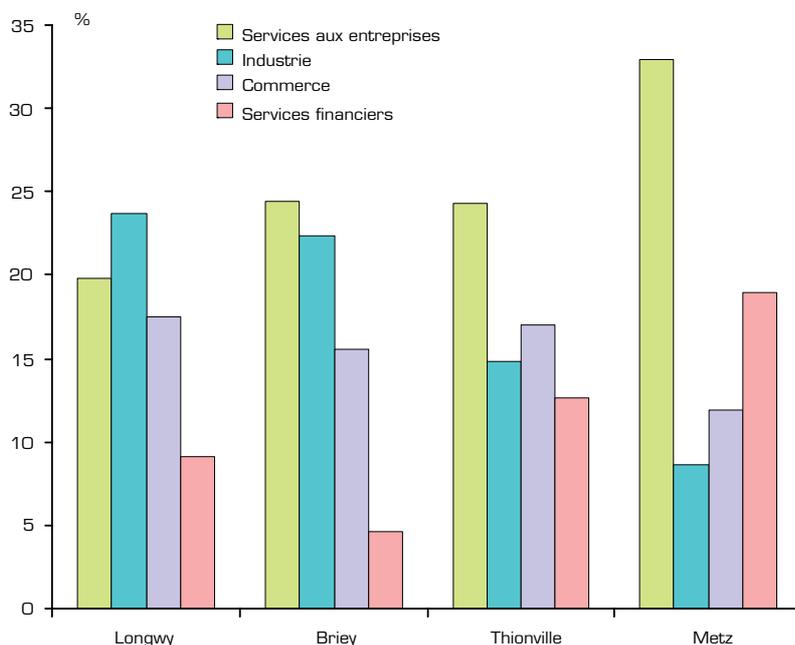
Des modifications structurelles ont accompagné ces évolutions. Dans toutes les zones, la part de l'industrie dans l'emploi local a reculé à l'exception de la zone de Briey où elle s'est maintenue du fait de l'industrie automobile. Les reculs les plus rapides ont

eu lieu dans les zones de Longwy et du Bassin Houiller où l'emploi industriel a perdu plus de 20% des effectifs de 1999. A l'issue de ces évolutions, des spécialisations industrielles marquées demeurent, le Bassin-Houiller en tête avec une part de 29,1% de l'emploi industriel, suivi de Briey (25,8%), Thionville (23,5%) et Longwy (21,6%). Parallèlement, le recul de la spécialisation industrielle s'est opéré au sein du travail frontalier. Parmi les résidents de Thionville, qui constituent 60% des frontaliers lorrains vers le Grand-Duché, la proportion de salariés employés dans l'industrie luxembourgeoise a chuté de cinq points passant de 20% à 15% sur la période. Cette adaptation sectorielle s'est aussi réalisée à Briey et à Longwy, mais à des degrés moindres. Il en résulte une dépendance encore significative à l'emploi industriel frontalier, à hauteur de 22% et 23,7% respectivement.

La zone d'emploi de Metz, qui accueille désormais 8% des

Les frontaliers messins sont tournés vers les services aux entreprises

Principaux secteurs d'activité des frontaliers au Luxembourg par zone d'emploi en 2006



Source : IGSS Luxembourg - STATEC

frontaliers (soit plus que la zone de Briey), fournit une main d'œuvre tournée vers les secteurs les plus dynamiques du Luxembourg : un tiers travaille dans les services aux entreprises contre moins d'un quart en moyenne, et un sur cinq dans les services financiers contre un sur dix en moyenne.

La population active dopée par l'opportunité luxembourgeoise

Globalement, les conséquences en termes de population active paraissent plutôt favorables pour les zones frontalières. Ainsi les zones d'emploi de Longwy, Briey et Thionville sont les plus dynamiques de la région sur la période 1999-2004 avec une évolution annuelle moyenne su-

périeure à 1%. Par contre, la situation du Bassin-Houiller est préoccupante. Son éloignement géographique avec le Grand-Duché explique la faible croissance de son nombre de frontaliers, tandis que les flux vers la Sarre régressent du fait d'une situation tendue sur le marché du travail. Une telle conjonction économique défavorable pénalise l'évolution de la population active de la zone. En Meuse-du-Nord et à Metz, le travail frontalier vers le Luxembourg joue un rôle moins déterminant dans la dynamique de leur population active.

En termes de perspectives, même si les destins ne sont pas tracés, il est à craindre que les "doubles spécialisations industrielles" (de l'emploi local et du travail frontalier) puissent peser sur les évolutions futures de la population

active de certaines zones d'emploi. Elles nécessiteront en tout cas que les adaptations entamées au cours de la période se poursuivent.

■ Gérard Moreau

■ Martine Neiss

Définitions

Définition du travailleur frontalier : d'après l'article 1 du règlement de la CEE 1408/71, est considéré comme travailleur frontalier " tout salarié ou non salarié qui exerce son activité professionnelle sur le territoire d'un Etat membre et réside sur le territoire d'un autre Etat membre, où il retourne en principe chaque jour ou au moins une fois par semaine ".

L'estimation du nombre de travailleurs frontaliers lorrains

Les statistiques publiées concernent les frontaliers lorrains salariés. Les informations les plus détaillées proviennent du Luxembourg et permettent des analyses plus précises.

* *Frontaliers travaillant au Luxembourg*

Source : Les données provenant de l'Inspection Générale de la Sécurité Sociale permettent de chiffrer le nombre de frontaliers salariés par zone d'emploi en Lorraine, par sexe et secteur d'activité. Les statistiques sur les professions distinguent seulement trois catégories : les ouvriers, employés et fonctionnaires. Ainsi, en mars 2006, on compte autant d'ouvriers que d'employés parmi les frontaliers lorrains.

* *Frontaliers travaillant en Allemagne*

Les statistiques des Landesarbeitsamt de Sarre et de Rhénanie-Palatinat indiquent le nombre de travailleurs frontaliers travaillant dans ces deux länder et résidant en France.

* *Frontaliers travaillant en Belgique*

Les statistiques sont issues de l'Institut National d'Assurance Maladie-Invalidité (INAMI) qui recense les travailleurs frontaliers résidant en France.

Nomenclature des Activités économiques dans la Communauté Européenne :

La nomenclature NACE est le système utilisé au sein de l'Union Européenne pour classer les différents secteurs économiques.

Estimation d'emplois salariés en Lorraine

Il s'agit d'estimation d'emploi au 31 décembre de chaque année. Les données sont provisoires pour 2005.

Savoir plus :

- S'employer ici et ailleurs : dynamique des zones d'emploi en Lorraine - Économie Lorraine n° 92 - juillet 2007

- Bilan Économique 2006 - Économie Lorraine n° 84-85 - Frontaliers lorrains : sept sur dix travaillent au Luxembourg

Sites Internet :

- Insee :
www.insee.fr

- CES de Lorraine :
www2.cr-lorraine.fr/ces/

- Portail statistique de la Grande Région :
www.grande-region.lu/

Remerciements à l'IGSS Luxembourg pour la mise à disposition de données

Ministère de l'Économie,
des Finances et de l'Emploi

Insee

**Institut National de la Statistique
et des Études Économiques**

Direction Régionale de Lorraine

15, rue du Général Hulot

CS 54229

54042 NANCY CEDEX

Tél : 03 83 91 85 85

Fax : 03 83 40 45 61

www.insee.fr/lorraine

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Jean-Paul FRANÇOIS

Directeur régional de l'Insee

COORDINATION RÉDACTIONNELLE

Christian CALZADA

Gérard MOREAU

RESPONSABLE ÉDITORIAL ET

RELATIONS MÉDIAS

Jacqueline FINEL

RÉDACTRICE EN CHEF

Agnès VERDIN

SECRÉTARIAT DE FABRICATION

MISE EN PAGE - COMPOSITION

Marie-Thérèse CAMPISTROUS

Marie-Odile LAFONTAINE

ISSN : 0293-9657

© INSEE 2007

L'enjeu frontalier, au cœur du développement de la Lorraine - Une urgence : le Luxembourg

À lui seul, le territoire de la Grande Région active quelques 30% de l'ensemble des flux frontaliers constatés au sein de l'espace UE-15... Une dynamique essentiellement portée bien entendu par l'attractivité de l'emploi luxembourgeois et de la croissance économique Grand Ducale... mais une situation qui concerne également au premier plan la Lorraine : plus de 85 000 travailleurs frontaliers dont 60 000 à destination du Luxembourg, tout cela fait de notre région la plus forte pourvoyeuse d'un marché du travail étranger frontalier dans l'Europe des 15... Une singularité qui apparaît quasiment aujourd'hui comme une révélation quand on donne ainsi la vraie mesure d'un phénomène qui était, au fil des ans, presque banalement ancré dans notre paysage économique.

Un tel constat doit forcément être porteur d'un sens nouveau, d'opportunités bien sûr, si ce n'est même de nouvelles fondations pour notre développement : nous voulons croire qu'il témoigne de l'intégration de notre région dans un espace en mouvement avec son temps, en construction, sur le plan économique, social, culturel. Nous voulons croire qu'il est un volet à part entière de notre mutation à long terme tant aujourd'hui les dynamiques de croissance de l'économie dite "de la connaissance" font bouger les frontières, se nourrissent des échanges, élargissent les bassins de vie en permettant d'exploiter pleinement et de façon complémentaire les richesses des territoires : les ressources de leur population, de leur tissu économique et scientifique, la densité de leurs appareils de formation, les atouts de leur cadre et de leur culture de vie.

Dans la présente étude, l'Insee s'attache plus particulièrement à spécifier le diagnostic et les enjeux du travail frontalier. Pour sa part, le Conseil Economique et Social de Lorraine a présenté en juin 2007 une communication qui développe surtout la singularité du développement économique du Luxembourg, la véritable explosion des ratios qui l'impose plus que jamais comme un partenaire incontournable de l'avenir de la Grande Région. Ainsi, à son rythme actuel de croissance, le PIB du Luxembourg pourrait rejoindre celui de la Lorraine à l'horizon 2030 alors qu'il n'en représentait que le quart en 1990... Un Etat que nous qualifions "d'État Métropole" qui, autour de la dynamique de sa ville capitale, a spécialisé son développement sur le tertiaire supérieur entraînant la croissance de ses fonctions dites "métropolitaines". À ce titre, il diffuse l'impact et l'effet d'attractivité de son économie au-delà de ses frontières. L'avenir de sa croissance croise désormais les axes de développement de notre région Lorraine.

C'est donc un regard volontairement optimiste que le CES veut soutenir sur les relations objectives de notre région avec son environnement frontalier. Cette étude de l'Insee et les indicateurs et analyses proposées par le CES se conjuguent pour affirmer qu'il existe bien une exception frontalière lorraine et qu'il est plus que temps de savoir en tirer pleinement parti en ébranlant les frontières de notre espace de vie, en dévoilant de nouveaux horizons de notre développement.

■ **Véronique CERUTTI**
Conseil Économique et Social de Lorraine